



PAUVRETÉ. En Suisse, la moitié de ceux qui touchent l'aide sociale ont moins de 25 ans **100 000 enfants pauvres!**

BERNE

Pierre Maudet, président de la Commission pour l'enfance, veut que la lutte contre la précarité qui frappe les jeunes soit une priorité nationale

■ Renaud Michiels

renaud.michiels@edipresse.ch

Sur les quelque 210 000 personnes qui touchent l'aide sociale en Suisse, 100 000 ont moins de 25 ans. La Commission fédérale pour l'enfance et la jeunesse (CFEJ) a dressé hier à Berne ce constat accablant: la moitié des pauvres sont des jeunes. «C'est une bombe à retardement, souligne Pierre Maudet, conseiller administratif genevois et président de la CFEJ. Car l'ascenseur social est en panne. Quand on est dans la précarité à 18 ans, on a de forts risques d'y rester.»

Selon la CFEJ, les enfants pauvres habitent les grandes villes, ont des parents au chômage, souvent migrants,

ont plus de deux frères et sœurs ou vivent dans une famille monoparentale. Quant aux jeunes adultes, 70% n'ont pas achevé de formation professionnelle. «Ils quittent l'école à 15 ans, commente Pierre Maudet. Puis on les retrouve à l'aide sociale à 18-19 ans, criblés de dettes, croulant sous les factures de téléphone portable.»

En brisant le tabou de la précarité des jeunes, la CFEJ espère un sursaut des autorités. «Avec l'AVS ou le 2e pilier, le siècle précédent aura été consacré à instaurer un système de prévoyance qui fonctionne bien, note le radical. Il est temps de s'occuper des jeunes.»

Une cinquantaine de mesures ont

donc été présentées hier: plus de crèches, de soutien et d'encadrement scolaire, davantage de prestations familia-

«Pour que ça bouge, il faut une volonté politique. Qui n'est pas très présente»

Pierre Maudet, conseiller administratif genevois

les, un devoir de formation et d'insertion après la scolarité.

Des mesures qui resteront des vœux pieux? «Ce ne sont pas des incantations, rétorque Pierre Maudet. Nos propositions sont concrètes, comme des allocations familiales ciblées. Ou ponctionner 1% du chiffre d'affaires des organismes de petit crédit pour mettre sur pied un programme de prévention contre les achats compulsifs. Mais, pour que ça bouge, il faut une volonté politique. Qui n'est pas très présente...» ■



Trop de jeunes de 18-19 ans sont déjà «criblés de dettes et croulant sous les factures de téléphone portable», souligne le radical genevois Pierre Maudet. Janine Jousson